



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité – Fraternité

ARRETE N°AR2026-391
Réf : SG/DP

OBJET : Modification temporaire et partielle des conditions de stationnement et de circulation rue du Parc et rue de la Prévoyance à Villemomble dans le cadre de travaux de modernisation du réseau d'eau potable

[Nomenclature « Actes » : 6.1 Police municipale]

Le Maire de Villemomble,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2122-24, L2213-1 et suivants, L2214-3, L2521-1 et L2521-2,

VU le Code de la Route, notamment les articles R411-1 et suivants, R411-25, R417-1 et suivants, R417-9 et suivants,

VU l'arrêté en date du 25 mars 1985 instituant la mise en place d'un stationnement unilatéral alterné dans toutes les voies de la commune,

VU l'arrêté n° 2006/14-ST, en date du 6 février 2006, limitant à 72 heures consécutives la durée du stationnement ininterrompu d'un véhicule sur la voie publique,

VU la délibération n° 1 du 7 juillet 2023 relative au règlement du stationnement payant sur voirie,

VU la décision n°DC2023-50 relative au règlement du stationnement payant sur voirie,

CONSIDERANT que les travaux de modernisation du réseau d'eau potable nécessitent la modification temporaire et partielle des conditions de stationnement et de circulation rue du Parc et rue de la Prévoyance à Villemomble,

ARRÊTE

Article 1 : Le stationnement des véhicules est interdit des deux côtés, rue de la Prévoyance à Villemomble dans le tronçon situé entre la rue du Parc et la rue Simon Guilevitch, du 05 octobre 2026 à 08h00 au 24 octobre 2026 à 17h00 et suivant l'avancement des travaux.

Article 2 : La circulation de tous les véhicules est interdite rue de la Prévoyance à Villemomble dans le tronçon situé entre la rue du Parc et la rue Simon Guilevitch, du 05 octobre 2026 au 24 octobre 2026 de 08h00 à 17h00 et suivant l'avancement des travaux.

Article 3 : Le stationnement de tous les véhicules est interdit rue du Parc, du côté des numéros impairs au droit des n° 23 et 25 sur 4 places de stationnement du 05 octobre 2026 à 08h00 au 14 novembre 2026 à 16h00 pour la mise en place de la base vie.

Article 4 : La circulation des véhicules sera déviée vers les voies adjacentes.

Article 5 : La fouille sur le trottoir devra être pontée en dehors des heures effectives de travail.

Article 6 : La circulation des piétons sera déviée vers le trottoir opposé en empruntant les passages piétons les plus proches.

Article 7 : La vitesse est limitée à 30 km/h dans la zone des travaux.

Article 8 : La société BIR chargée de l'exécution des travaux sera responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation conforme au Code de la Route et notamment des panneaux interdisant la circulation et le stationnement en indiquant la déviation jusqu'à l'achèvement des travaux ainsi que ceux indiquant le cheminement des piétons en toute sécurité.

Article 9 : Dans le respect de la réglementation et 72h00 avant le début des travaux par l'entreprise, la signalisation relative à l'interdiction de stationner sera mise en place sur un support stable et le présent arrêté affiché sur place. Cette mise en place devra être constatée par la police Municipale (01 49 35 25 76).



RÉPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité – Fraternité

ARRETE N°AR2026-391

Réf : SG/DP

Article 10 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés devant les tribunaux compétents.

Article 11 : La mise en fourrière des véhicules en infraction pourra être prescrite, sans délai, par un officier de police judiciaire territorialement compétent ou le chef de service de la police municipale.

Article 12 : Le présent arrêté sera notifié à la société BIR, 2 bis avenue de l'Escouvrier, 95200 Sarcelles.

Article 13 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, devant le Tribunal Administratif de Montreuil. 7 rue Catherine Puig – 93558 – Montreuil Cedex ou sur l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 14 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Messieurs les Officiers du Corps de Sapeurs-Pompiers de Villemomble,
- RATP Bord de Marne,
- SEDIF,
- ARTELIA,
- Mairie de Gagny,
- Service Prévention et gestion des déchets de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est.

Article 15 : Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, à :

- Madame la commissaire de police du Raincy/Villemomble,
- Service Police Municipale.

Affichage : 1 octobre 2026
Notification : 1 octobre 2026
Rendu exécutoire le : 1 octobre 2026

Fait à Villemomble, le 1 octobre 2026

Le Maire

Patrice CALMÉJANE